

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### BAKIA SCA

Société en commandite par actions au capital de 152 449,02 Euros  
Siège social : 13, Place Floquet – 64220 SAINT JEAN PIED DE PORT  
1. 6 323 RCS Bayonne

#### I. — Bilan consolidé publiable.

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilées	45 105	26 000
Opérations avec la clientèle	232 179	246 429
Opérations de crédit-bail et assimilées		
Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	202 486	163 955
Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à LT	137	44
Immobilisations corporelles et incorporelles	11 918	10 593
Écarts d'acquisition		
Compte de régularisation et actifs divers	6 497	6 611
Total de l'actif	498 322	453 632

Passif	31/12/2016	31/12/2015
Opérations interbancaires et assimilées	13 387	3 301
Opérations avec la clientèle	409 120	379 737
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passif divers	4 336	3 362
Écarts d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	1 288	1 875
Dettes subordonnées		2 608
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 000	1 000
Intérêts minoritaires	974	972
Capitaux propres part du groupe (Hors FRBG)	68 217	63 385
Capital souscrit	152	152
Primes d'émission		
Réserves consolidées et autres	62 232	58 016
Résultat de l'exercice (+ / -)	5 832	5 217
Total du passif	498 322	456 240

<b>Hors bilan</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
1. Engagements donnés de l'activité bancaire	106 004	102 971
Engagements de financement :	61 474	56 753
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	61 474	56 753
Engagements de garantie :	44 529	46 218
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle	44 429	46 185
Engagements douteux	100	33
Engagements sur titres :		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
2. Engagements reçus de l'activité bancaire	6 872	8 697
Engagements de financement :		
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie :	5 867	7 500
Engagements reçus d'établissements de crédit	5 867	7 500
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements sur titres		
Autres engagements :	1 005	1 197
Autres valeurs reçues en garantie	1 005	1 197

## II. — Compte de résultat consolidé.

<b>(En milliers d'Euros)</b>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
+ Intérêts et produits assimilés	11 219	12 561
Intérêts et charges assimilées	-753	-1 073
+ Produits sur opérations de location simple	17	9
Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable	45	3
+ Commissions nettes	5 958	5 755
+ / - Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de négociation	26	36
+ / - Gains ou pertes s/opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4 781	3 881
+ Autres produits d'exploitation bancaire	409	94
Autres charges d'exploitation bancaire	-10	-51
+ / - Produits nets des autres activités		
Produit net bancaire	21 692	21 215
Charges générales d'exploitation	-12 474	-12 154
Dotations aux amortissements et aux provisions s/immob. incorporelles et corporelles	-945	-953
Résultat brut d'exploitation	8 273	8 107
+ / - Coût du risque	755	118
Résultat d'exploitation	9 028	8 225
+ / - QP dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		
+ / - Gains ou pertes s/actifs immobilisés	10	62
Résultat avant impôt	9 038	8 286
+ / - Résultat exceptionnel	66	
Impôt sur les bénéfices	-3 179	-2 986
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		
Dotations de FRBG et provisions réglementées		
+ Reprises de FRBG et provisions réglementées		
+ / - Intérêts minoritaires	-93	-83
Résultat net part du groupe	5 832	5 217
Nombre d'actions	2 000	2 000

Résultat par action (*)	2,92	2,61
Résultat dilué par action (*)	2,92	2,61
* Rubriques servies par les sociétés par actions		

### III. — Annexes aux comptes consolidés.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan, le hors bilan et le compte de résultat.

1. Faits caractéristiques de l'exercice. — Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de l'exercice clos.

2. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice. — Néant

3. Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable et aucun changement de présentation n'ont été opérés dans les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Conformément à la réglementation, les principales méthodes comptables et les informations significatives permettant d'avoir une juste appréciation du patrimoine et de la situation financière du groupe sont présentées dans l'annexe aux comptes consolidés.

4. Périmètre et méthodes de consolidation :

a) Principe de consolidation et présentation des comptes. — Les comptes consolidés, regroupant les comptes de la SCA BAKIA et de ses filiales et participations, ont été établis conformément aux dispositions réglementaires comptables applicables aux établissements de crédit, suivant le nouveau règlement ANC (Autorités des Normes Comptables) n° 2014-07.

b) Périmètre de consolidation :

Société	Capital (€)	% De contrôle	% D'intérêt	Méthode de consolidation
BAKIA SCA	152 449	100 %	100 %	Société consolidante
BAMI SA	30 000 000	98,47%	98,47 %	Intégration globale
BAMI COMMUNICATION	38 112	100 %	100 %	Intégration globale
SCI MARCADAL	10 000	100 %	99,97 %	Intégration globale
SCI IPARTOKI	10 000	100 %	99,98 %	Intégration globale
SCI URGAIN	10 000	100 %	98,48 %	Intégration globale

Aucun mouvement sur le périmètre de consolidation du groupe n'est intervenu au cours de l'exercice 2016.

c) Méthode de consolidation. — Les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation sont contrôlées de manière exclusive, y compris les entreprises à structure de compte différente dont l'activité se situe dans le prolongement de celle de l'entreprise consolidante.

Les comptes de ces sociétés sont consolidés par la méthode de l'intégration globale. Cette méthode consiste à :

- intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments du bilan et du résultat de l'entreprise consolidée après retraitements éventuels ;
- éliminer les opérations et comptes les concernant réciproquement ;
- répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres sociétés ou actionnaires, dits « intérêts minoritaires ».

d) Retraitements et éliminations :

Elimination des opérations intra-groupe. — Afin de présenter sur une même base économique les comptes des sociétés consolidées, ceux-ci font l'objet de divers retraitements conformément aux principes comptables. Les comptes réciproques entre sociétés intégrées, ainsi que les pertes et profits, résultant d'opérations à l'intérieur du groupe, sont éliminés.

Écarts d'acquisition. — Les écarts d'acquisition positifs et négatifs sont inscrits respectivement à l'actif et au passif sous la rubrique « écart d'acquisition ». Ils sont amortis linéairement sur une période n'excédant pas 20 ans. Les écarts d'acquisition sont constatés à la date d'acquisition des titres de sociétés consolidées, et sont constitués par le solde non affecté à un poste de bilan de la différence entre le prix de revient des titres et la quote-part de situation nette correspondante.

Impositions différées. — Conformément aux dispositions du décret du 23 mars 1967 complétés par le règlement R-02, des impôts différés ont été calculés selon la méthode du report variable. Les impositions différées constitutives de créances ont été classées au bilan dans le poste « Comptes de régularisation et actifs divers ». Celles représentatives d'une dette ont été affectées au bilan dans le poste « Comptes de régularisation et passifs divers ».

Les impôts différés résultent des retraitements suivants :

- Décalage temporaire entre la constatation comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal d'un exercice ultérieur,
- Retraitements de consolidation,
- Distributions prévues entre les entreprises consolidées.

Provisions de nature fiscale. — Les provisions réglementées sont retraitées afin de neutraliser l'incidence en compte de résultat d'écritures comptabilisées en vertu de la seule application d'une disposition d'ordre fiscal (provision pour crédits à moyen et à long terme consentis par les établissements de crédit, amortissements dérogatoires).

5. Principes comptables et méthodes d'évaluation. — Les opérations sont enregistrées dans le respect des règles et principes comptables applicables aux établissements bancaires.

Portefeuille titres. — Les opérations sur titres de transaction, de placement et d'investissement sont comptabilisées conformément aux articles 2311-1 à 2391-1 du règlement ANC 2014-07 en substitution du règlement CRBF n°90-01 modifié par le règlement CRC n° 95-04 du 21 juillet 1995 et les

règlements n°2000-02 du 4 juillet 2000, n°2002-01 du 12 décembre 2002, n°2005-01 du 3 novembre 2005, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres modifié par les règlements CRC 2008-07 du 3 avril 2008 et 2008-17 du 10 décembre 2008.

Conformément à ces règlements, ont été classés sous la rubrique "Opérations sur titres" tous les titres achetés dans le cadre de ses interventions habituelles :

— selon leur nature : titres à taux d'intérêt fixe, à taux d'intérêt variable, obligations assimilables du trésor, titres à revenu fixe et titres à revenu variable.

— selon le portefeuille de destination en fonction de l'intention de gestion : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Les règles d'évaluation et de classement sont ainsi présentées de la manière suivante :

**Titres de transaction.** — Ce sont les titres qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, hors frais d'acquisition. Ils sont négociables sur un marché liquide avec des prix de marché accessibles aux tiers. A la clôture, ces titres sont évalués au prix du marché du jour le plus récent ; les variations qui en résultent sont portées dans le compte de résultat.

Au 31 décembre 2016, le groupe ne détient aucun titre de cette nature.

**Titres de placement.** — Ce sont les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissements, ni parmi les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et les parts dans les entreprises liées.

**Actions et autres titres à revenu variable.** — Ces titres sont inscrits à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les revenus attachés aux actions classées en titres de placement (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

**Obligations et autres titres à revenu fixe.** — Ces titres sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. A la date de clôture de l'exercice, les intérêts courus à percevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Les différences éventuelles entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont étalées sur la durée de vie des titres concernés. L'étalement est effectué par application de la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (corrigée des amortissements et reprises des décotes ou primes) et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Celle-ci est appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Aucune moins-value latente n'a été constatée à la clôture de l'exercice.

Un ensemble homogène est composé de titres à revenu fixe qui présentent de façon stable une sensibilité aux variations de taux d'intérêt à peu près équivalent, en valeur absolue, à celle des autres titres du même ensemble.

**Titres d'investissement.** — Ce sont des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable, en principe jusqu'à l'échéance et pour lesquels le groupe BAKIA en a la capacité, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autre qui pourrait remettre en cause leur intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés à leur date d'acquisition selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement. Il en est de même pour ce qui concerne l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que pour les intérêts courus attachés à ces derniers. Au 31 décembre 2016, le groupe BAKIA ne détient aucun titre de cette nature.

**Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.** — Il s'agit d'une part des Titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe BAKIA parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice ou d'en assurer le contrôle.

Il s'agit d'autre part des Autres titres détenus à long terme, acquis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence sur elle en raison du faible pourcentage de droits de vote détenus.

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat, hors frais d'acquisition. Les revenus attachés à ces titres (dividendes) sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, ils font individuellement l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure au coût historique. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de l'utilité de ces entreprises pour l'établissement (caractère stratégique, volonté de soutien ou de conservation) et de critères objectifs (actif net comptable, actif net réévalué, éléments prévisionnels).

Au 31 décembre 2016, aucune dépréciation n'a été constatée.

**Immobilisations et amortissements.** — Les immobilisations figurent à l'actif du bilan pour leur coût historique, diminué des amortissements cumulés. Les immobilisations corporelles et incorporelles incluent des actifs corporels et incorporels acquis séparément. Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre.

Le groupe amortit ses immobilisations en appliquant des taux d'amortissement calculés suivant le seul mode linéaire appliqué à la durée d'utilité estimée.

Actifs concernés	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments : gros œuvre	Linéaire	de 30 à 40 ans
Bâtiments : second œuvre	Linéaire	de 20 à 50 ans
Bâtiments : équipements techniques	Linéaire	de 15 à 20 ans
Bâtiments : finitions	Linéaire	de 8 à 10 ans
Mobiliers	Linéaire	de 5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	Linéaire	de 3 à 5 ans
Matériels de transport	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	de 1 à 5 ans
Terrains	N/A	N/A
Droits au bail, fonds de commerce	N/A	N/A

Le groupe détermine à la clôture de chaque exercice, s'il existe des indices de pertes notables de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles. S'il existe un quelconque indice, un test de perte de valeur est effectué afin d'évaluer si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur de vente diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (l'évaluation de la valeur d'utilité d'un actif s'effectuant généralement par actualisation des flux de trésorerie futurs générés par cet actif).

Lorsque la valeur actuelle d'un actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée au compte de résultat. Lorsque la valeur actuelle redevient supérieure à sa valeur comptable, la dépréciation antérieurement constatée est reprise au compte de résultat.

Aucune provision pour dépréciation d'actifs n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Créances sur la clientèle. — Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Ces créances sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale nette des provisions constituées sur risque de crédit.

Le suivi des créances détenues sur la clientèle s'appuie sur un système de notation interne des contreparties. La notation interne s'effectue principalement par équivalence à la cotation Banque de France, qui est un outil d'évaluation externe à la banque, et lorsque la concordance n'est pas applicable par la prise en compte d'une série de critères discriminants et déterminants permettant de couvrir les différents cas de figure représentant notre clientèle.

Notre grille de notation interne reflète la qualité de la contrepartie de la façon suivante :

- A : Très bonne
- B : Forte
- C : Assez forte
- D : Acceptable
- D1 : Faible
- E : Très faible
- F : Critique
- G1 : douteux avec espoir de recouvrement
- G2 : douteux avec recouvrement incertain

Cette notation fait l'objet de deux mises à jour annuelles systématiques (pour les notations déterminées par équivalence), et d'un contrôle et d'une validation annuels par le Département Engagements (pour les notations déterminées par les critères internes).

Conformément aux articles 211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07 en substitution du règlement CRC 2002-03 abrogé, les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution. Le déclassement en encours douteux s'opère en particulier systématiquement lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les crédits immobiliers et neuf mois pour les créances sur les collectivités locales).

Par application du principe de contagion, la classification en douteux d'une créance entraîne celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur.

Par ailleurs, le groupe applique depuis 2008 les dispositions du règlement 2007-06 du 14 décembre 2007. Au sein de l'encours douteux, les créances douteuses compromises sont celles dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Sont en particulier identifiées comme telles les créances déchuées de leur terme et les créances qui sont douteuses depuis plus d'un an, sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé (par exemple, celles pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées ou celles assorties de garanties permettant leur recouvrement).

Lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints, l'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte. Les dépréciations antérieurement constituées font alors l'objet d'une reprise.

Les créances douteuses sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine et lorsque la contrepartie ne présente plus de défaillance.

Les créances qui sont restructurées (hors restructurations commerciales) sont identifiées dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Celles restructurées, à des conditions hors marché, font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur.

Les dépréciations sur créances douteuses couvrent les pertes prévisionnelles, calculées en valeur actualisée par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels. Le risque est apprécié créance par créance en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques, les garanties appelées ou susceptibles de l'être sous déduction des coûts liés à leur réalisation, l'état des procédures en cours.

Par ailleurs, le montant des dépréciations ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les en-cours douteux et non encaissés.

Les provisions concernant les engagements par signature et les litiges avec la clientèle sont inscrites au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ».

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations et provisions, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, l'effet de l'actualisation des flux futurs sur les pertes prévisionnelles et les décotes calculées sur les créances restructurées ayant un caractère douteux sont regroupés dans la rubrique « Coût du risque ». Il en est de même pour les reprises de dépréciation des créances douteuses et douteuses compromises ainsi que pour l'amortissement de la décote (sur les créances restructurées ayant un caractère douteux) liées au passage du temps.

En revanche, la décote constatée lors de la restructuration d'une créance inscrite en encours sain ainsi que son amortissement du fait du passage du temps sont réintégrés sur la durée de vie dans la marge d'intérêt.

Provisions pour risques et charges. — Ce poste recouvre les provisions :

- pour risques de contrepartie,
- pour risques de change,
- pour litiges,
- pour engagements sociaux.

Ces provisions, nettement précisées quant à leur objet mais dont la réalisation et le montant sont incertains, résultent d'événements survenus ou en cours à la date de clôture de l'exercice.

Impôt sur les bénéfices, fiscalité latente. — La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice au taux de 33,1/3 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3 % ;
- les impôts différés actifs et passifs calculés selon la méthode du report variable.

Les impositions différées actives et passives ont été identifiées au bilan et au compte de résultat consolidé. La méthode retenue consiste à comptabiliser le décalage temporaire d'imposition directement en créance ou en dette. Les impositions différées actives ne sont toutefois comptabilisées que s'il existe une probabilité raisonnable de récupération de cet impôt dans les délais légaux impartis.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation compte tenu des incertitudes relatives aux dates de retournement.

En l'absence d'échéancier relatif aux dénouements notamment des plus latentes de placement, il n'a pas été tenu compte de la modification du taux de l'impôt société à 28%.

**Engagements sur les contrats d'épargne logement.** — Les comptes et les plans d'épargne-logement proposés à la clientèle de particuliers (personnes physiques) dans le cadre de la loi n° 65-554 du 10 juillet 1965 associent une phase de collecte de ressources sous forme d'épargne rémunérée et une phase d'emploi de ces ressources sous forme de prêts immobiliers, cette dernière phase étant réglementairement conditionnée, et dès lors indissociable, de la phase de collecte. Les dépôts ainsi collectés et les prêts accordés sont enregistrés au coût amorti.

Ces instruments génèrent pour le groupe BAKIA des engagements de deux natures : une obligation de prêter au client dans le futur à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat et une obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée.

Les engagements aux conséquences défavorables pour le groupe BAKIA font l'objet de provisions présentées au passif du bilan et dont les variations sont enregistrées en Produit net bancaire au sein de la marge d'intérêt. Ces provisions ne sont relatives qu'aux seuls engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement existants à la date de calcul de la provision.

Les provisions sont calculées sur chaque génération de plans d'épargne-logement d'une part, sans compensation entre les engagements relatifs à des générations différentes de plans d'épargne-logement, et sur l'ensemble des comptes d'épargne-logement qui constitue une seule et même génération d'autre part.

Aucune provision n'a été constituée à la clôture de l'exercice.

Sur la phase d'épargne, les engagements provisionnables sont évalués à partir des estimations de progression des dépôts sur comptes PEL & CEL, au détriment des dépôts sur autres supports d'épargne. Nos estimations sont fondées sur les observations historiques des comportements effectifs des clients d'une part, sur les prévisions d'évolution des taux d'intérêt dans les années à venir d'autre part.

Sur la phase crédit, les engagements provisionnables sont évalués à partir des estimations de progression des crédits PEL & CEL. Nos estimations sont fondées sur les observations historiques des comportements effectifs des clients d'une part, sur les prévisions d'évolution des taux d'intérêt dans les années à venir d'autre part, et enfin sur le niveau des droits à prêts acquis par les clients au 31 décembre 2016.

Une provision est constituée dès lors que les résultats futurs prévisionnels actualisés sont significativement négatifs pour une génération donnée. Ces résultats sont mesurés par référence aux taux offerts à la clientèle particulière pour des instruments d'épargne et de financement équivalents, en cohérence avec la durée de vie estimée des encours et leur date de mise en place.

#### Engagements sociaux :

**Engagements de retraite.** — Il existe divers régimes de retraites obligatoires auxquels adhèrent les employeurs et les salariés des sociétés du groupe. Ces engagements sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions. Les sociétés du groupe n'ont en général aucun autre passif que les cotisations dues, à l'exception du financement des dépenses définies à l'article 3 de l'accord professionnel du 13 septembre 1993, sur les retraites complémentaires du personnel des banques.

**Indemnités de fin de carrière.** — Les indemnités de fin de carrière sont considérées comme des avantages à prestations définies, ressortant de la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi. Ces indemnités ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités.

**Médailles du travail.** — Les médailles du travail sont considérées comme des avantages à prestations définies, ressortant de la catégorie des avantages à long terme. Elles sont assorties de gratifications qui ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entreprise au moment de l'obtention de la médaille du travail. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces gratifications.

Conformément à la recommandation n° 2013-02 publiée le 7 novembre 2013 par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires, pour les comptes annuels et les comptes consolidés établis selon les normes comptables françaises. Cette recommandation se substitue à la recommandation n° 2003-R-01 du 1er avril 2003 du Conseil National de la Comptabilité :

- a) les indemnités de fin de carrière ainsi que les gratifications relatives aux médailles du travail ont été appréhendées dans le bilan (en provision pour risques et charges) et dans le compte de résultat (en charge générale d'exploitation) ;
- b) ces droits potentiellement acquis par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31 décembre 2016 selon une méthode actuarielle tenant compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence dans la société au moment du départ à la retraite ou de l'obtention de la médaille du travail.

**Fonds pour risques bancaires généraux.** — Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la banque conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF du 23 février 1990 relatif aux fonds propres modifié par les règlements n° 91-05 du 15 février 1991, n° 92-02 du 27 janvier 1992, n° 93-07 du 21 décembre 1993, n° 94-03 du 8 décembre 1994, n° 98-03 du 7 décembre 1998, n° 2000-03 du 6 septembre 2000 et n° 2000-09 du 8 décembre 2000 et par les arrêtés des 24 mai et 19 septembre 2005, du 3 mars 2006, du 20 février 2007, du 11 septembre 2008, du 29 octobre 2009, du 25 août 2010, du 29 décembre 2010 et du 23 novembre 2011 et par l'arrêté du 2 mai 2013 et par l'instruction n°86-05 modifiée de la Commission bancaire.

**Opérations en devises.** — Conformément aux articles 2711-1 à 2731-1 du règlement ANC en remplacement du règlement CRBF n° 89-01 abrogé, les éléments d'actif et passif libellés en devises sont évalués au cours de clôture au comptant de la devise concernée. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont portés dans le compte de résultat.

**Autres actifs et comptes de régularisation.** — Les autres actifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur titres et créances diverses envers les tiers et les impôts différés actifs.

Les comptes de régularisation incluent principalement les charges payées d'avance et les produits à recevoir ne se rapportant pas à des créances rattachées.

**Autres passifs et comptes de régularisation.** — Les autres passifs regroupent les comptes ouverts aux divers agents économiques retraçant le règlement d'opérations sur dettes diverses envers les tiers et les impôts différés passifs.

Les comptes de régularisation incluent principalement les produits constatés d'avance et les charges à payer ne se rapportant pas à des dettes rattachées.

Note 1. – Opérations interbancaires et assimilées.

(En milliers d'Euros)	2016			2015
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Caisse, banques centrales, CCP	6 092	74	6 018	6 378
Créances sur les établissements de crédit				
Comptes ordinaires	31 380		31 380	9 579
Comptes et prêts à terme	7 708		7 708	10 043

Total des créances sur les établissements de crédit	39 088		39 088	19 622
Total des opérations interbancaires et assimilées	45 179	74	45 105	26 000
Dont créances rattachées	39		39	90

## Note 2. – Opérations avec la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2016			2015
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant net
Créances sur la clientèle				
Créances commerciales	15 651		15 651	19 945
Comptes ordinaires débiteurs	9 232		9 232	9 270
Autres concours à la clientèle				
Crédits à l'exportation	105		105	320
Crédits de trésorerie	22 010		22 010	22 181
Crédits à l'équipement	129 401		129 401	134 200
Crédits à l'habitat	46 343		46 343	49 055
Autres crédits à la clientèle				
Total des autres concours à la clientèle	197 860		197 860	205 756
Valeurs non imputées	4 363		4 363	5 863
Créances douteuses	6 646	2 116	4 531	5 070
Créances rattachées sur la clientèle	543		543	525
Total des créances sur la clientèle	234 295	2 116	232 179	246 429
Total des opérations sur la clientèle	234 295	2 116	232 179	246 429
Dont créances rattachées	543		543	525

## Note 3. – Risques sur crédit à la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Engagements globaux bruts		
Engagements sains	227 649	241 359
Engagements douteux	1 836	1 935
Engagements douteux compromis	4 811	5 487
Total des engagements globaux bruts	234 295	248 781
Dépréciations	2 116	2 352
Engagements nets	232 179	246 429
Taux de couverture des engagements douteux et douteux compromis	31,83%	31,69%
Poids des engagements bruts douteux et douteux compromis sur l'encours brut global	2,84%	2,98%

## Note 4. – Ventilation des encours par catégories de contreparties.

(En milliers d'Euros)	Sociétés	Entreprises Individuelles	Particuliers	Adm. Privées / Publiques	Non-résidents	Totaux	% Catégories / encours
Catégories de risques							
Escompte commercial, Dailly	15 651					15 651	7,0%
Crédits à l'exportation	105					105	0,0%
Crédits de trésorerie	9 751	141	12 054	0	64	22 010	9,9%
Crédits à l'équipement	126 767	2 416		60	158	129 401	58,1%
Crédits à l'habitat	15 067	147	30 635		494	46 343	20,8%
Autres crédits à la clientèle							0,0%
Comptes ordinaires débiteurs	7 595	194	1 081	300	63	9 232	4,1%
Total	174 936	2 898	43 770	359	779	222 743	100,0%

## Note 5. – Ventilation des encours douteux par catégories de contreparties.

(En milliers d'Euros)	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations / catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	815		128	687	15,7%
Entrepreneurs individuels	228		7	222	2,9%
Particuliers	792		17	775	2,1%



Administrations privées					
Total	1 836		151	1 684	8,2%

Note 6. – Ventilation des encours douteux compromis par catégories de contreparties.

(En milliers d'Euros)	Encours brut		Dépréciations	Encours net	% Dépréciations / catégories
	Résidents	Non-résidents			
Catégories de contreparties					
Sociétés	4 599		1 832	2 768	39,8%
Entrepreneurs individuels	83		83		100,0%
Particuliers	128		49	79	38,6%
Administrations privées					
Total	4 811		1 964	2 846	40,8%

Note 7. – Dépréciations & provisions pour créances douteuses.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Solde au 1er janvier	3 435	4 163
Impact de la mise en application en 2006 du règlement CRC 2002-03 sur l'exercice antérieur	0	0
Dotation aux dépréciations de l'exercice (1)	516	1 212
Reprise de dépréciations (2)	-1 303	-1 941
Solde au 31 décembre	2 648	3 435
(1) : dont dotation 2016 aux dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 75 milliers d'euros Dont dotation 2015 aux provisions inscrites au passif = 0 milliers d'euros (dotation de 0 milliers d'euros en 2015) (2) : dont reprise 2016 sur dépréciations pour actualisation des flux prévisionnels recouvrables = 52 milliers d'euros ; Au sein de cette reprise globale de 52 milliers d'euros, 34 milliers d'euros sont liés à l'écoulement du temps (Rapprochement de l'échéance prévisionnelle de recouvrement de la créance) Dont reprise 2016 sur provisions inscrites au passif = 640 milliers d'euros (96 milliers d'euros en 2015)		

Les dépréciations ont été constituées au titre des opérations suivantes :	2016	2015
Dépréciations déduites de l'actif :		
Relatives aux opérations avec les établissements de crédit	74	74
Relatives aux opérations avec la clientèle	2 116	2 352
Relatives aux titres	89	0
Total des dépréciations déduites de l'actif	2 279	2 426
Provisions inscrites au passif :		
Relatives aux engagements par signature	0	-29
Relatives aux risques de change	0	0
Relatives aux créances risquées et assimilées	369	1 038
Total des provisions inscrites au passif	369	1 009
Total des dépréciations et provisions pour créances douteuses	2 648	3 435

Les dépréciations des créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés  
Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques

Note 8. – Opérations sur titres de transaction, de placement et assimilés, et d'investissement.

(En milliers d'Euros)	2016			2015
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Titres de transaction				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Actions et autres titres à revenu variable				
Actions propres détenues par le groupe				
Total des titres de transaction				
Dont créances rattachées				
Dont actions et obligations non cotées				
Titres de placement et assimilés				
Effets publics et valeurs assimilées				

Obligations et autres titres à revenu fixe	50 417	89	50 328	53 132
Actions, autres titres à revenu variable et titres de l'activité de portefeuille	152 158		152 158	110 823
Actions propres				
Total des titres de placement et assimilés	202 575	89	202 486	163 955
Dont créances rattachées	704		704	747
Dont actions et obligations non cotées				
Titres d'investissement				
Effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Total des titres d'investissement				
Dont créances rattachées				
Dont obligations non cotées				
Total des titres de transaction, de placement et assimilés et d'investissement	202 575	89	202 486	163 955
Dont créances rattachées	704		704	747
Dont effets publics et valeurs assimilées				
Obligations et autres titres à revenu fixe	50 417	89	50 328	53 132
Dont obligations non cotées				
Actions et autres titres à revenu variable	152 158		152 158	110 823
Dont actions non cotées				

Le montant des différences entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement (écart résiduel) s'élève :

- Pour les titres de placement : + 18,5 milliers d'euros au 31/12/2016 (contre + 56 milliers d'euros au 31/12/2015)

La juste valeur ("fair value") au 31/12/16 s'élève à 7 624 milliers d'euros pour les obligations, 163 774 milliers d'euros pour les titres d'opcv et 42 567 milliers d'euros pour les titres de créances négociables (contre 10 437 milliers d'euros pour les obligations, 122 656 milliers d'euros pour les titres d'opcv et 42 567 milliers d'euros pour les titres de créances négociables au 31/12/15), sachant que la valeur comptable de notre portefeuille de titres de placement a augmenté de 38 620 milliers d'euros entre le 31/12/15 et le 31/12/16 et que la valeur comptable des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 0 milliers d'euros au 31/12/16

Note 9. – Immobilisations incorporelles et corporelles.

(En milliers d'Euros)	2016			2015
	Montant brut	Amortissements et dépréciations	Montant net	Montant net
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations en cours	5 145		5 145	2 703
Logiciels informatiques	615	528	87	69
Droit au bail	375		375	375
Fonds de commerce	126		126	126
Total des immobilisations incorporelles	6 261	528	5 733	3 273
Immobilisations corporelles :				
Immobilisations en cours	84		84	23
Terrains et constructions	5 048	1 925	3 123	3 719
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	10 610	8 381	2 230	2 600
Autres immobilisations	1 439	692	748	978
Total des immobilisations corporelles	17 181	10 997	6 184	7 320
Total des immobilisations corporelles et incorporelles	23 443	11 525	11 918	10 593

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Acquisitions	Sorties	31/12/2016
Immobilisations en cours	2 726	3 650	1 147	5 229
Logiciels informatiques	573	43		615
Droit au bail	375			375
Fonds de commerce	126			126
Terrains et constructions	5 493		445	5 048
Immeubles en location simple				
Equipements, mobiliers, installations	9 942	105	27	10 020

Autres immobilisations	1 996	34		2 030
Valeur brute des immobilisations	21 230	3 832	1 619	23 443

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Amortissements cumulés	10 637	945	57	11 525
Amortissements cumulés	10 637	945	57	11 525

Note 10. – Comptes de régularisation et autres actifs.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Comptes de régularisation – Actif :		
Comptes d'encaissements		
Comptes d'ajustements débiteurs		
Produits à recevoir	556	551
Charges constatées d'avance	221	297
Total des comptes de régularisation - Actif	778	848
Autres actifs :		
Créances rattachées	20	20
Actif divers	5 699	5 743
Total des autres actifs	5 719	5 763
Total des comptes de régularisation et autres actifs	6 497	6 611

Note 11. – Comptes créditeurs interbancaires et titres émis sur les marches interbancaires.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés		
Comptes ordinaires à vue		616
Comptes et emprunts à terme	78	78
Opérations de pension		
Titres donnés en pension livrée		
Autres valeurs données en pension ou vendues ferme		
Total des opérations de pension		
Autres sommes dues	13 310	2 608
Total des comptes créditeurs interbancaires et assimilés	13 387	3 301
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre		
Titres du marché interbancaire		
Total des opérations interbancaires et assimilées créditrices	13 387	3 301
Dont dettes rattachées		

Note 12. – Comptes créditeurs de la clientèle.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue	57 483	55 829
A terme	7 083	7 011
Total des comptes d'épargne à régime spécial	64 566	62 841
Autres dettes		
A vue	303 987	261 012
A terme	40 533	55 758
Dettes rattachées à terme	35	126
Total des autres dettes	344 554	316 896
Total des comptes créditeurs de la clientèle	409 120	379 737
Dont dettes rattachées	35	126

## Note 13. – Bons de caisse et créances négociables.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Dettes envers la clientèle représentées par un titre		
Titres de créances négociables		
Bons de caisse		
Total des dettes envers la clientèle représentées par un titre		
Dont dettes rattachées		

## Note 14. – Comptes de régularisation et autres passifs.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Comptes de régularisation - Passif		
Charges à payer	719	759
Comptes d'ajustements créditeurs	70	8
Comptes d'encaissements		
Autres comptes de régularisation créditeurs	242	256
Total des comptes de régularisation - Passif	1 031	1 022
Autres passifs		
Compte de règlement relatif aux opérations sur titres		
Autres créditeurs et passifs divers	3 305	2 340
Total des autres passifs	3 305	2 340
Total des comptes de régularisation et autres passifs	4 336	3 362

## Note 15. – Encours de dépôts collectes au titre des comptes et plans d'épargne-logement.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 287	1 156
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	1 478	1 302
Ancienneté de plus de 10 ans	4 292	4 520
Sous-total	7 058	6 978
Comptes épargne-logement (CEL)	2 650	2 868
Total	9 708	9 846

## Note 16. – Encours de crédits à l'habitat octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Plans d'épargne-logement (PEL)		
Ancienneté de moins de 4 ans		
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans	71	94
Ancienneté de plus de 10 ans	12	17
Sous-total	83	111
Comptes épargne-logement (CEL)	156	202
Total	239	313

## Note 17. – Provisions sur engagements liés aux comptes et plans d'épargne-logement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Plans d'épargne-logement (PEL)				
Ancienneté de moins de 4 ans				
Ancienneté comprise entre 4 et 10 ans				
Ancienneté de plus de 10 ans				
Sous-total				
Comptes épargne-logement (CEL)				
Total				

## Note 18. – Ecart d'acquisition.

(En milliers d'Euros)	2015	Variations	2016
Ecart d'acquisition positifs :			
Ecart d'acquisition bruts	78		78
Amortissements pratiqués	78		78
Ecart d'acquisition nets			
Ecart d'acquisition négatifs :			
Ecart d'acquisition bruts	400		400
Amortissements pratiqués	400		400
Ecart d'acquisition nets			

## Note 19. – Provisions pour risques et charges.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Risques de contrepartie	1 009		640	369
Risques de change				
Litiges				
Engagements sociaux	866	52		918
Total	1 875	52	640	1 288

## Note 20. – Fonds pour risques bancaires généraux.

(En milliers d'Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Fonds pour risques bancaires généraux	1 000			1 000
Total	1 000			1 000

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques généraux inhérents aux activités des établissements de crédit,  
Conformément aux conditions requises par le règlement CRBF n° 90-02

## Note 21. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés hors FRBG en milliers d'euros (part du groupe).

Tableau de variation des capitaux propres consolidés hors FRBG en milliers d'euros (part du groupe)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Ecart de réévaluation	Titres de l'entreprise consolidante	Total des capitaux propres part du groupe hors FRBG
Situation au 31 décembre 2014	152		53 916	5 100				59 169
Résultat mis en réserves			5 100	-5 100				
Distribution de dividendes			-1 000					-1 000
Résultats individuels des sociétés du groupe				10 495				10 495
Augmentation de capital								
Ecart d'acquisition								
Changement de méthode comptable								
Elimination des dividendes intra-groupe				-4 730				-4 730
Retraitements de consolidation								
- impôts différés				-561				-561
- provision pour IFC et médailles du travail				32				32
- amort dérogatoire				-19				-19
- provision pour crédits MT / LT								
Autres variations			-1					-1
Situation au 31 décembre 2015	152		58 016	5 217				63 385
Résultat mis en réserves			5 217	-5 217				
Distribution de dividendes			-1 000					-1 000
Résultats individuels des sociétés du groupe				11 813				11 813
Augmentation de capital								
Ecart d'acquisition								
Changement de méthode comptable								
Elimination des dividendes intra-groupe				-5 903				-5 903
Retraitements de consolidation								
- impôts différés				1				1
- provision pour IFC et médailles du travail				-51				-51
- amort dérogatoire				-28				-28

- provision pour crédits MT / LT							
Autres variations			-1				-1
Situation au 31 décembre 2016	152		62 232	5 832			68 217

## Note 22. – Engagements de hors bilan.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Engagements de financement donnés et reçus		
Engagements de financement donnés		
Aux établissements de crédit		
A la clientèle		
Ouverture de crédits confirmés		
Ouverture de crédits documentaires	226	231
Autres ouvertures de crédits confirmés	60 708	55 982
Autres engagements en faveur de la clientèle	540	540
Total des engagements de financement donnés	61 474	56 753
Dont engagements douteux	65	60
Accords de refinancement "stand-by" reçus		
Des établissements de crédit		
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus		
Engagements de garantie donnés et reçus		
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit		
Confirmation d'ouverture de crédits documentaires		
Ouverture de crédits confirmés		
Autres garanties		
D'ordre de la clientèle		
Cautions, avals et autres garanties		
Cautions immobilières		
Cautions administratives et fiscales	1 965	1 908
Autres garanties	7 218	11 120
Autres garanties d'ordre de la clientèle	35 347	33 190
Total des engagements de garantie donnés	44 529	46 218
Dont engagements douteux	100	33
Engagements de garantie reçus		
Des établissements de crédit	5 867	7 500
De la clientèle		
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées		
Garanties reçues de la clientèle financière		
Autres garanties reçues		
Total des engagements de garantie reçus	5 867	7 500

## Note 22 bis. – Engagements de hors bilan.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Engagements sur titres donnés et reçus		
Engagements donnés sur titres		
Titres à donner		
Total des engagements donnés sur titres		
Engagements reçus sur titres		
Titres à recevoir		
Total des engagements reçus sur titres		
Engagements sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements donnés sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		

Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements donnés		
Engagements reçus sur opérations en devises et sur instruments financiers à terme		
Engagements sur opérations en devises		
Engagements sur instruments financiers à terme		
Total des engagements reçus		
Autres engagements donnés et reçus		
Autres engagements donnés		
Valeurs affectées en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs affectées en garantie		
Autres engagements donnés		
Total des autres engagements donnés		
Dont engagements douteux		
Autres engagements reçus		
Valeurs reçues en garantie d'opérations sur marchés à terme		
Autres valeurs reçues en garantie	1 005	1 197
Autres engagements reçus		
Total des autres engagements reçus	1 005	1 197

Note 23. – Echéances des emplois et des ressources.

(En milliers d'Euros)	Durées restant à courir						Au 31/12/15
	Opérations à vue et au jour le jour	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Emplois :							
Opérations interbancaires et assimilées	37 507	7 599				45 105	19 622
Caisse, banque centrale, CCP	6 018					6 018	
Effets publics et valeur assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	31 489	7 599				39 088	19 622
Opérations avec la clientèle	18 823	32 307	35 329	83 769	61 951	232 179	246 429
Créances sur la clientèle	18 823	32 307	35 329	83 769	61 951	232 179	246 429
Opérations de crédit-bail et assimilées							
Obligations et autres titres à revenu fixe			704	49 624		50 328	53 132
Titres de transaction							
Titres de placement			704	49 624		50 328	53 132
Titres d'investissement							
Ressources :							
Opérations interbancaires et assimilées	13 310			78		13 387	3 301
Comptes créditeurs interbancaires et assimilés	13 310			78		13 387	3 301
Dettes envers les établissements de crédit représentées par un titre							
Opérations avec la clientèle	361 504	35 745	9 827	1 894	151	409 120	379 737
Comptes créditeurs de la clientèle	361 504	35 745	9 827	1 894	151	409 120	379 737
Dettes envers la clientèle représentées par un titre							

Note 24. – Intérêts, produits et charges assimilés.

(En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	0	52	120	52	120
Sur opérations avec la clientèle	705	990	9 088	10 212	8 383	9 222
Sur opérations de crédit-bail	0	0	0	0	0	0
Relatives à des dettes représentées par un titre	0	0	2	1	2	1
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	48	83	2 078	2 229	2 029	2 146
Total des intérêts et produits / charges assimilées	753	1 073	11 219	12 561	10 466	11 489



## Note 25. – Commissions.

(En milliers d'Euros)	Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		Produits / Charges nets	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Sur opérations de trésorerie et interbancaires	30	21	0	0	-30	-21
Sur opérations avec la clientèle	0	0	1 685	1 218	1 685	1 218
Relatives aux opérations sur titres	205	200	0	0	-205	-200
Sur opérations de change	0	0	0	1	0	1
Relatives à des prestations de services bancaires et financiers	797	819	4 978	5 187	4 181	4 369
Sur opérations de hors-bilan	0	1	325	390	325	389
Total des commissions	1 032	1 041	6 989	6 796	5 958	5 755

## Note 26. – Revenus des titres à revenu variable.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Actions et autres titres à revenu variable	45	3
Participations et autres titres détenus à LT		
Parts dans les entreprises liées		
Total des revenus des titres à revenu variable	45	3

## Note 27. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Résultat des cessions	4 781	3 881
Dotation (reprise) nette aux (de) provisions		
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4 781	3 881

## Note 28. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Titres de transaction		
Change	26	36
Instruments financiers		
Total des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	26	36

## Note 30. – Frais de personnel.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Salaires et traitements	5 358	4 879
Charges sociales		
Charges de retraite	378	336
Autres charges sociales	1 718	1 560
Total des charges sociales	2 096	1 896
Intéressement et participation des salariés		
Intéressement des salariés		
Participation des salariés	376	193
Total de l'intéressement et de la participation des salariés	376	193
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	658	575
Total des frais de personnel	8 487	7 543
Effectif moyen	127	123
Dont cadres	39	37

Engagements sociaux. — En application de leur convention collective respective, les sociétés du groupe BAKIA sont amenées à verser à leurs salariés partant à la retraite une indemnité de départ. Les droits potentiellement acquis à ce titre par les salariés ont fait l'objet d'une évaluation au 31/12/2016. La méthode actuarielle retenue : Rétrospective prorata temporis tient compte de l'âge, de l'ancienneté, de la progression de salaire, et de la probabilité de présence dans la société au moment du départ à la retraite ; sur la base du salaire annuel et un taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 0,8%. Dans le cadre de la recommandation 2003-R-01 du CNC, le Groupe a provisionné ces engagements sociaux. Au 31/12/2016, ces derniers s'élèvent à 472 839 €, contre 441 348 € au 31/12/2015. La variation 2016, soit +31 491 €, figure en charge générale d'exploitation.

Concernant la médaille du travail, l'engagement au 31/12/2016, qui s'élève à 445 572 €, a également fait l'objet d'un provisionnement au passif du bilan, contre 424 817 € au 31/12/2015. La variation 2016, soit +20 755 €, figure en charge générale d'exploitation.

A compter du 01 janvier 2013, en application de la 3ème loi de finances rectificative pour 2012, a été mis en place le dispositif du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

— un crédit d'impôt de 6 % instauré en 2014 par année civile assis sur les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC  
— à défaut d'imputation sur les impôts dus, le crédit sera remboursable au terme d'un délai de 3 ans.

Suivant les recommandations de l'ANC, la BAM, filiale du groupe BAKIA, a décidé de comptabiliser le CICE au crédit d'un compte de charges de personnel selon l'IAS 20 venant en déduction des charges du personnel. Au 31/12/2016, le montant du CICE s'élève à 161 524 €, contre 160 760 € au 31/12/2015.

« Le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) a été principalement affecté à la réalisation d'efforts en matière d'investissement, de recrutement et de prospection de nouveaux marchés. »

## Note 31. – Gains nets sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Immobilisations d'exploitation		
Plus-values de cessions	425	292
Moins-values de cessions	-415	-230
Gains nets sur immobilisations d'exploitation	10	62
Total des gains nets sur actifs immobilisés	10	62

## Note 32. – Coût du risque.

(En milliers d'Euros)	2016			2015
	Opérations avec la clientèle	Autres opérations	Total	Total
Dotations aux provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	-427	-89	-516	-1 212
Risques de change	0	0	0	0
Litiges	0	0	0	0
Engagements sociaux	0	0	0	0
Total des dotations aux provisions de l'exercice	-427	-89	-516	-1 212
Reprises de provisions de l'exercice				
Risques de contrepartie	1 303	0	1 303	1 873
Risques de change	0	0	0	68
Litiges	0	0	0	0
Engagements sociaux	0	0	0	32
Total des reprises de provisions de l'exercice	1 303	0	1 303	1 973
Dotation nette aux provisions de l'exercice	876	-89	787	761
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	0	0	0	0
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions	-47	0	-47	-654
Récupérations sur créances amorties	15	0	15	11
Total du coût du risque	844	-89	755	118
Dont				
Charge nette des provisions constituées au titre des risques spécifiques	844	-89	755	118
Reprise nette des provisions constituées au titre des risques pays				

## Note 33. – Provisions réglementées.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Dotations aux provisions de l'exercice		
Crédits moyens/longs terme		
Amortissements dérogatoires		
Total des dotations aux provisions de l'exercice		
Reprises de provisions de l'exercice		
Crédits moyens/longs terme		
Amortissements dérogatoires		
Total des reprises de provisions de l'exercice		
Reprises nettes de dotations / Dotations nettes de reprise de l'exercice		

## Note 34. – Résultat exceptionnel.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Charges exceptionnelles	-3	0
Produits exceptionnels	68	0
Total du résultat exceptionnel	66	0



## Note 35. – Impôt sur les sociétés.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Impôts courants	-3 181	-2 417
Impôts différés	2	-569
Charge nette de l'impôt sur les bénéfices	-3 179	-2 986

L'impôt courant représente l'impôt exigible au titre du résultat de l'exercice. L'impôt différé représente la différence entre l'ouverture et la clôture de l'exercice des stocks de différences temporaires et des retraitements liés aux opérations de consolidation.

(En milliers d'Euros)	2016	2015
La position d'impôt différé s'analyse ainsi :		
Impôts différés actif :		
Différences temporaires	4 806	4 853
Total impôts différés actif	4 806	4 853
Impôts différés passif :		
Différences temporaires	-107	-156
Total impôts différés passif	-107	-156
Total	4 699	4 697

(En milliers d'Euros)	2016	2015
Résultat comptable consolidé avant impôt	9 104	8 286
Charge d'impôt théorique aux taux en vigueur	-3 110	-2 828
Impact des différences de taux d'imposition	19	15
Impact des charges / produits définitivement non déductibles / imposables	-88	-173
Charge d'impôt sur les bénéfices effective	-3 179	-2 986

Conformément au paragraphe 44 de l'annexe du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable, nous vous informons que le rapport de gestion est tenu à la disposition du public, au siège social, 13, place Floquet à St Jean Pied de Port (64220).

#### IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la Société "SCA BAKIA", tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Gérant. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Le paragraphe V-1 « Portefeuille titres » de l'annexe décrit les modes de comptabilisation, de classement et d'évaluation des titres de transaction, de placement, et d'investissement. Nous avons apprécié la pertinence du traitement comptable ainsi décrit et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

Le paragraphe V-3 « Créances sur la clientèle » de l'annexe décrit comment votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les— risques sur les créances envers la clientèle. Nous avons examiné le dispositif du contrôle relatif au recensement des expositions et au suivi des risques de crédit et de contrepartie, et nous avons vérifié le caractère approprié des méthodologies de dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 02 mai 2017.  
*Les commissaires aux comptes :*

RSM PARIS  
Société de commissariat aux comptes Membre de la Compagnie  
Régionale de Paris  
Martine Leconte  
Associée

SAINT HONORE BK&A  
Société de commissariat aux comptes Membre de la Compagnie  
Régionale de Paris  
Frédéric Burband  
Associé

**1703630**